

**SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE
CGT, CFDT, CGT-FO, SUD, CGC, CFTC**

Communiqué de presse

Attaques contre l'indépendance de la statistique publique :
conférence de presse de l'Insee en préfecture !

Des conférences de presse sur le recensement de la population ont été organisées par l'Insee le 13 janvier dans toutes les régions

C'est le cas tous les ans. Ces conférences de presse ont lieu dans les directions régionales de l'Insee. Pour la première fois de l'histoire de l'Insee, une d'entre elles a eu lieu à la préfecture, dans le Nord-Pas-de-Calais.

Cette décision porte atteinte à l'image d'indépendance de l'Institut.

Pourquoi est-ce inacceptable ?

Depuis sa création en 1947, l'Insee a garanti aux citoyens que ses statistiques seraient élaborées en toute indépendance par rapport au pouvoir politique, et que les résultats de ses études seraient publiés sans validation préalable par les gouvernements en place.

En organisant sa conférence de presse sur les résultats du Recensement de la population en préfecture, et ce afin d'éviter des interventions d'agents en lutte contre le projet de délocalisation de la statistique publique, le Directeur de l'Insee Nord - Pas de Calais met en cause l'indépendance que la statistique publique doit aux citoyens, et aux collectivités territoriales.

En effet le recensement, qui entre autres dénombre la population résidant dans les communes, a des conséquences très importantes pour ces dernières, par exemple en terme d'élus, mais également de dotations financières de la part de l'Etat. La Loi confie à l'Insee cette responsabilité. Les préfets n'ont pas à s'immiscer dans la statistique publique.

Assez d'attaques contre l'indépendance de la statistique publique !

Dans un contexte où la statistique publique est menacée de démantèlement (projet gouvernemental de délocalisation à Metz), la direction de l'Insee joue un jeu dangereux.

Nous demandons que la direction de l'Insee se ressaisisse et édicte des règles claires afin que les conférences de presse sur le recensement ne se tiennent jamais plus en préfecture.

A Paris, le 15 janvier 2009